

M. Brown et ses collaborateurs méritent des félicitations pour avoir créé jusqu'ici un élément corporatif viable au Canada. Il s'agit d'une société qui appartient à des Canadiens, qui exploite des ressources pour les Canadiens, qui ouvre des débouchés pour les Canadiens, et qui sort un produit qui contribue à la croissance de notre produit national brut et à l'emploi de milliers de Canadiens, non seulement en Alberta, mais ailleurs, surtout du point de vue de ses effets secondaires sur l'industrie grâce à ses sous-produits et aux produits ouvrés achetés dans le Canada central par l'industrie pétrolière qui y amène la prospérité.

• (8.30 p.m.)

C'est un gouvernement de crise. Il n'agit que lorsque les événements le forcent à intervenir. C'est la raison pour laquelle le premier ministre (M. Trudeau) est si irrité ces derniers temps et perd son flegme. C'est parce qu'il affronte crise après crise dans son cabinet et à la Chambre. Et lorsque nous posons des questions pour nous renseigner, que fait-il? Vous le savez autant que moi, monsieur l'Orateur.

Quelle que soit la réponse qui doit être élaborée, il faudra qu'elle soit juste tant pour les actionnaires que pour la société. Or jusqu'ici, il n'y a pas eu de lignes directrices. Qu'avons-nous fait depuis 1963 dans ce domaine? Qu'a fait le gouvernement libéral depuis cette date? Pendant qu'il tergiversait et temporisait et vacillait dans ce domaine et dans d'autres, une atmosphère d'incertitude se manifestait partout dans le monde des affaires. Je crois que M. Arnold Hart, président et directeur général de la Banque de Montréal, a montré la question sous son vrai jour en parlant de cette incertitude. Il a déclaré:

Un des aspects les plus troublants de la discussion de l'an dernier sur le Livre blanc sur la réforme fiscale, c'est qu'elle a nettement créé l'impression que les hauts fonctionnaires à Ottawa sont convaincus que les gouvernements ne peuvent s'acquitter de leurs fonctions sans prélever en impôts une part croissante du produit national. Cette impression n'a pas été dissipée par un récent discours du ministre des Finances dans lequel il a clairement donné à entendre qu'une baisse d'impôts pour encourager l'essor économique ne pouvait être envisagée si elle devait entraîner une réduction des programmes actuels du gouvernement.

N'est-il pas juste de demander comment les priorités et les besoins changeants peuvent jamais être satisfaits s'il ne peut être question de réduire les programmes actuels? Et n'est-il pas particulièrement important dans les circonstances actuelles d'examiner soigneusement ces programmes pour déterminer si les ressources ne pourraient pas être utilisées plus efficacement pour créer plus de possibilités d'emplois dans les régions du pays où une lente croissance économique cause tant de mécontentement et de frictions sociales?

Je prétends d'abord que le Livre blanc a découragé les investisseurs Canadiens. Il a éloigné ceux qui étaient prêts à placer des capitaux dans des entreprises comportant des risques. M. Bryce, conseiller économique du premier ministre, qui ne s'occupe jamais de la Chambre, a déclaré, lorsque je l'ai interrogé au comité, que naturellement le Livre blanc éloignerait les investisseurs, mais que les Canadiens étaient prêts à payer. Oui, monsieur l'Orateur, ils paient ce soir. Mais ça va leur coûter cher parce qu'une des dernières sociétés canadiennes est forcée de passer aux mains d'investisseurs étrangers à la suite des craintes provoquées par le Livre blanc.

[M. Woolliams.]

Les sociétés canadiennes sont désavantagées lorsqu'elles entrent en concurrence avec des organismes américains et autres dans l'exploration, la mise en valeur et la découverte de pétrole brut et de gaz naturel et de tous leurs sous-produits. Le Livre blanc sur la fiscalité n'a rien fait pour supprimer ce handicap. Il nous faudrait maintenant créer des stimulants fiscaux et des avantages pour les Canadiens et les sociétés canadiennes, non seulement pour les mettre sur pied d'égalité avec les sociétés américaines mais aussi pour leur donner une longueur d'avance sur les sociétés étrangères. Cela inciterait l'investisseur canadien à placer ses fonds dans ces industries. Les erreurs du gouvernement produisent maintenant leurs résultats. Cela est dû aux craintes provoquées par le Livre blanc.

Le gouvernement devrait faire une déclaration indiquant clairement les impôts qui seront appliqués et précisant s'il fournira des avantages spéciaux en ce qui concerne les provisions pour épuisement, quel sera le barème de l'impôt sur les gains en capital, dans quelle mesure cela affectera l'investisseur canadien et aussi les sociétés canadiennes de mise en valeur des ressources qui exercent leurs activités au Canada ou à l'étranger. Voici l'un des problèmes. La Home Oil s'est rendue en Alaska pour faire des forages qui n'ont rien donné. Elle a probablement dépensé ainsi six millions de dollars, mais je n'ai pas sa comptabilité sur mon bureau. Si elle est rachetée par une société étrangère, celle-ci pourra éponger ces pertes alors que si elle était reprise par Canadian Pacific Investments ou par quelque autre société canadienne, cette possibilité n'existerait pas. On doit sans aucun doute offrir des possibilités de concurrence égale mais, dans le cas présent, ce sont des possibilités inégales de concurrence qui jouent contre tous les Canadiens.

Il y a bien d'autres avantages fiscaux accordés à des firmes étrangères installées au Canada, dont ne bénéficient pas les compagnies canadiennes, notamment dans le domaine des ressources. Ainsi, si une de ces firmes achète des actions d'autres compagnies, l'intérêt versé sur les emprunts servant à financer cette opération est net d'impôt. Je pourrais vous citer une foule d'autres exemples. Et pourtant le ministre des Finances discourt sur les avantages du Livre blanc et ses fantoches appuient ses déclarations à la Chambre et en comité.

Le *Globe and Mail* d'aujourd'hui retrace les longues négociations sur la prise de participation majoritaire dans la Home Oil effectuée par Ashland et déclare que selon des informations en provenance de Calgary et d'Ottawa, les efforts de dernières minutes pour soustraire la compagnie à la mainmise étrangère ont échoué. Pourquoi monsieur l'Orateur? Pas tellement à cause du manque de capital au Canada qu'en raison des conditions imposées par le gouvernement et qui ont incité M. Brown, président de la Home Oil, à aller chercher le capital voulu chez des étrangers. Quelles étaient ces conditions? Pourquoi les avoir cachées aux membres de l'opposition?

Notre chef et d'autres membres de notre parti, comme moi-même, et même des membres du NPD, avons posé des questions en vue de nous renseigner mais en vain. Tout cela n'aboutit qu'à des réponses évasives, des déclarations malhonnêtes et en fin de compte à un «fuddle duddle» imaginaire. C'est tout ce que fait le gouvernement—semer la confusion. Ces conditions, je veux les